

Elections Européennes du 9 juin 2024
Contribution programmatique du Mouvement Conservateur



Une France fière

Dans une Europe prospère et réconciliée avec ses valeurs

RECEVOIR - AIMER – PROTÉGER – AMÉLIORER – TRANSMETTRE



Philosophie

Le Mouvement Conservateur est un parti politique, défenseur de la civilisation. Puisant dans les racines chrétiennes qui l'ont façonnée, il entend réveiller l'âme de la France.

Ancré dans le réel, guidé par des repères et des principes qui ont traversé les siècles, il propose une société fondée sur la Justice, les vertus humaines et les biens durables. Il se bat pour protéger la dignité de la personne, la famille, l'écrin naturel de la vie, mais aussi les libertés locales, professionnelles et nationales. Il refuse le gouvernement technocratique des hommes et la gestion supranationale déconnectée des peuples.

Le Mouvement Conservateur porte avec ses élus, cadres et militants des propositions politiques concrètes pour protéger, améliorer et transmettre.

Le Mouvement Conservateur concentre donc ses propositions pour les élections européennes sur les domaines suivants :

- I. En matière de **souveraineté et d'institutions européennes**, le Mouvement Conservateur constate que l'Europe s'efface de la scène de l'Histoire. Il promeut un retour de l'Europe à sa fierté et à son identité chrétienne. L'Union doit se penser comme une force indépendante du reste du monde, et respectueuse de l'indépendance de chaque Nation pour les sujets qui ne sont pas d'un intérêt commun majeur.
- II. En matière de **démographie**, le Mouvement Conservateur constate que la natalité des Européens s'effondre tandis que l'immigration du Tiers-Monde est massivement encouragée. Il propose d'inverser cette politique en axant les efforts de politique familiale d'abord sur les mentalités, en restaurant la confiance dans l'avenir, la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et les investissements nécessaires. Il prône le retour à une fermeté complète en matière migratoire. Pour traiter cette dernière à la racine, l'Europe ne peut ignorer l'Afrique. Plutôt que de verser des aides, elle doit retrouver la capacité à partager les valeurs morales et spirituelles (travail, responsabilité, esprit civique) qui ont bâti sa propre civilisation.
- III. En matière de **mutations technologiques (IA, robotique, biotechnologies) et de protection du vivant**, le Mouvement Conservateur constate que la prévention contre de graves dérives est mal assurée par le droit européen, alors que prospèrent des idéologies messianiques qui veulent dépasser la nature de l'homme (transhumanisme), ou en renverser des caractéristiques fondamentales, notamment en dissociant de plus en plus sexualité, amour et fécondité. Cette tendance est d'autant moins maîtrisée dans un contexte où l'Europe prend la voie de la dépendance, faute d'organiser la maîtrise des technologies sur son sol, qu'il s'agisse des centres de recherche, des solutions logicielles ou de la production des composants.
- IV. En matière de lutte contre **les idéologies LGBT et le wokisme**, le Mouvement Conservateur constate que les institutions européennes ont été gangrenées par des acteurs et lobbies qui s'en réclament. Les lobbies LGBT développent un discours selon lequel l'orientation sexuelle devient une obsession qu'il faudrait mettre au pinacle des agendas politiques, économiques et sociaux, de concert avec la libre détermination du genre. Les wokes systématisent toute revendication « minoritaire » dans un combat existentiel qui finit par réduire les individus et les communautés à un seul visage aliénant : celui de la cause « d'oppression » à laquelle ils se rattachent : sexe, poids, taille, richesse, culture ... Même la « race » redevient, sous leurs revendications, un concept légitime. Leur acharnement menace toute la paix sociale. Il est temps que les institutions européennes ouvrent les yeux sur ces nouveaux Savonarole.



I - Souveraineté et institutions européennes

« Pour l'Europe fière et chrétienne ! »

L'Europe est menacée de disparaître de la scène de l'Histoire alors qu'elle dispose de tous les atouts pour continuer à être l'un des poumons du monde. C'est dans son **identité**, notamment **chrétienne**, qu'elle doit s'enraciner. Plutôt que de se chercher des protecteurs à l'extérieur de ses frontières, elle doit retrouver son **indépendance**, promouvoir et faire respecter celle de chacun de ses États membres. A cette fin, la bureaucratie européenne doit être stoppée et réorientée vers la conduite de **projets utiles à l'ensemble du continent**.

1. Affirmer les racines chrétiennes de l'Europe

- Ajouter les racines chrétiennes dans les Traités, et, dans l'attente, dans tous les textes de portée programmatique au Parlement européen afin d'affirmer le devoir des institutions européennes de les protéger.
- Stopper toutes les initiatives de la Commission européenne visant à promouvoir des religions et des cultures d'importation.
- Employer les fonds européens pour financer les projets patrimoniaux et culturels venant entretenir et illustrer les identités nationales et les racines chrétiennes.
- Reconnaître et faire vivre les liens historiques d'amitié et de solidarité de l'Europe avec les Chrétiens d'Orient et l'Arménie.

2. Réorienter l'Union européenne vers le développement de son identité et son indépendance vis-à-vis des autres puissances continentales (Russie, Chine, USA)

- S'opposer à tout élargissement de l'Union européenne.
- Affirmer dans les programmes scolaires l'identité et la singularité de l'Europe, avec tout ce qu'elle a apporté au monde.
- Changer la Commission européenne pour que, dans tous ses domaines de compétence, elle défende avant tout les intérêts de l'Europe et fasse émerger des champions économiques.
- Développer les instruments de coopération de défense au service des Nations européennes de manière à ce qu'elles se préparent aux conflits sans dépendre de l'OTAN.

3. Faire de l'Europe un outil stratégique au renfort des Nations : stopper la bureaucratie et la remplacer par une capacité de conduite de projets structurants (industriels, militaires, sécuritaires, économiques, culturels)

- Interdire les législations européennes dans des domaines de trop faible importance qui devraient relever des États et supprimer les directions générales et agences inutiles.
- Faire travailler la Commission sur le soutien à l'industrie et aux infrastructures : transports transnationaux (autoroutes, ferroviaires, dessertes maritimes...), aérien, spatial ...
- Revenir à la subsidiarité judiciaire : sortir de la CEDH, restreindre le rôle de la CJUE à la stricte application du droit européen, sans recours dans des matières de la compétence des États.



II - Démographie : natalité, éducation et immigration

« *Nos enfants, l'avenir du continent !* »

L'Union européenne promeut un **discours malthusien** à l'encontre des populations natives européennes, et encourage à l'inverse **l'immigration massive** en provenance des pays du Tiers-Monde. Cette politique a donné ses résultats puisque la fécondité n'a cessé de décroître, pour atteindre 1,5 enfant par femme. Or, **la démographie est le principal ressort humain et économique de demain**. A l'inverse, le vieillissement engendre des coûts colossaux que la protection sociale peine à financer. Forte de sa fierté retrouvée, l'Europe doit à nouveau investir dans **son enfance, sa jeunesse et ses politiques éducatives**.

4. Donner une place centrale aux politiques familiales vues comme des investissements d'avenir dans les règles financières et économiques européennes : maternité, crèches, congés parentaux, écoles, universités

- Faire entrer la politique familiale en tant que dépense d'investissement dans les critères financiers européens de maîtrise des déficits.
- Promouvoir un discours de confiance dans l'avenir et promouvoir des politiques permettant aux femmes de mieux concilier l'emploi avec la maternité.
- Réorienter le Fonds Social Européen (100 milliards d'€ pour la période 2021-2027) vers les pays à la plus faible fécondité pour aider à leur redémarrage.
- Appliquer la résolution du Parlement européen du 11 septembre 2018 pour protéger les femmes des discriminations liées à la maternité, afin de créer les conditions pour que les couples puissent accueillir le nombre d'enfants qu'ils souhaitent sans que les femmes ne subissent ni pression ni conséquence négative dans leur vie professionnelle.

5. Mesurer à l'échelle européenne la performance des systèmes scolaires nationaux au regard des savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter. Évaluer la connaissance des repères patriotiques et culturels.

- Décliner au niveau européen le classement PISA et quantifier les performances des systèmes scolaires des pays de l'Union européenne, afin de définir un standard d'excellence européen.
- Promouvoir la liberté scolaire dans toute l'Europe, en mesurant l'impact des modèles scolaires et en mettant en valeur les modèles qui donnent les meilleurs résultats.

6. Inverser la politique d'immigration.

- Rétablir un contrôle efficace et dissuasif des frontières extérieures de l'Europe, terrestres, aéroportuaires et maritimes. Renvoyer effectivement les clandestins.
- Reprendre le contrôle de nos frontières lorsque l'intérêt de la Nation l'exige.
- Négocier fermement la maîtrise des flux avec les pays de départ et de transit. Conditionner les relations financières et commerciales à des contreparties.
- Refonder les partenariats de développement avec l'Afrique sur l'émergence d'une élite locale et les conditionner à la lutte contre la corruption.



III - Mutations technologiques et protection du vivant

« Face au progressisme, choisissons le progrès »

La déferlante des nouvelles technologies a du bon : c'est là que se trouvent les ressorts de la croissance économique et de l'aventure scientifique de demain. Elle vient aussi avec son lot de dangers, car la technologie n'améliore pas l'homme à elle seule : elle en magnifie la puissance mais en aggrave souvent les excès. Face à ces constats, les Nations européennes doivent rester dans la course et éviter de laisser les technologies leur échapper : il est temps d'assurer l'excellence de l'Europe. Mais il convient aussi de mettre l'être humain, avec sa dignité et sa vulnérabilité, au centre de la réflexion. Les technologies sont trop souvent abordées sous l'angle unique de la performance et du consumérisme, ne prenant pas en compte l'Homme dans ses dimensions corps, âme et esprit. La perturbation apportée, par exemple, par les réseaux sociaux ou les modèles de langage génératif sur les personnes qui y recherchent des relations interpersonnelles plutôt que des interactions virtuelles, est désormais connue. Il s'agit donc d'accompagner cette révolution technologique pour que l'Europe demeure à la pointe de ces avancées et continue à bâtir sa propre souveraineté numérique, tout en proposant un modèle responsable, soucieux de l'Homme et de la cohésion de notre société.

7. Garantir une maîtrise éthique du déploiement de « l'intelligence artificielle »

- Accélérer le développement et le financement de centres européens d'excellence en IA et dans les nouvelles technologies, et les adosser à des chartes de principes éthiques.
- Identifier de manière ostensible les contenus générés par tout type de système autonome et préciser le degré de supervision humaine.
- Conserver un principe de responsabilité qui permette d'attribuer à une personne physique ou morale les conséquences du comportement d'un système autonome de type IA. Interdire la prise de décision par un système autonome en dehors des cas anticipés et documentés par son concepteur, ou sans validation par les personnes utilisatrices du système.
- Exiger la certification du caractère éthique de tout produit ou service s'appuyant sur l'intelligence artificielle.
- Protéger les enfants et les jeunes de l'emprise numérique en renforçant l'étude et l'enseignement des limites éthiques de ces technologies.

8. Adapter le droit pour répondre aux nouveaux besoins de protection de la personne

- Mettre en place un moratoire sur les implants intracérébraux à proportion des risques potentiellement majeurs ouverts par ces technologies.
- Refuser catégoriquement en France la vidéosurveillance avec reconnaissance faciale intégrée dans les lieux publics.
- Sécuriser efficacement les données de santé des citoyens : éviter les stockages centralisés et massifs, interdire les *datacenter* soumis à des juridictions extraterritoriales, déployer des transmissions chiffrées destinées aux seuls professionnels de santé choisis par le patient.
- Refuser le remplacement de la monnaie papier et métallique par l'euro numérique.
- Lutter efficacement contre la pornographie par la régulation des plateformes et des mécanismes de preuve de majorité par systèmes de tiers de confiance.
- Lutter contre les réseaux pédocriminels en renforçant les coopérations entre les Etats.



IV - Lutte contre les idéologies LGBT, la culture de mort et le wokisme

« *Stop à l'idéologie: retrouvons le sens commun !* »

L'Union européenne était initialement un projet économique, elle est devenue un projet idéologique. Sous la férule de minorités agissantes, elle s'est dotée de **politiques culturelles et d'influence au service d'idéologies de la déconstruction**. Sur cette base, **l'ingérence de l'Union européenne dans les affaires culturelles** est permanente. « L'état de droit » sert de prétexte pour forcer l'acceptation des revendications LGBT. Depuis 2021, les financements sont réservés à des projets culturels qui comportent une dimension inclusive en faveur de « publics marginalisés » et de l'égalité des genres. Par ce biais, l'idéologie LGBT s'immisce aussi dans les programmes scolaires. Il faut cesser toute intrusion de l'Union européenne dans les domaines qui ne relèvent pas de ses compétences et **revenir aux objectifs initiaux de la politique culturelle de l'Union européenne** : Contribuer à l'épanouissement de la culture des États membres, dans le respect de leur diversité nationale, et **mettre en valeur l'héritage commun des pays de l'Union européenne**.

9. Protéger la vie et la santé humaines de la conception à la mort naturelle

- **Grossesse** : Prohiber la pratique des mères porteuses (GPA) en Europe conformément à la Déclaration de Casablanca pour l'abolition universelle de cette pratique, ainsi que tous les contournements de cette interdiction, tel que le Certificat européen de filiation. Ne pas ratifier le texte d'inscription du droit à l'avortement dans la Charte des droits fondamentaux.
- **Gamètes** et trafics d'organes : Interdire la mise sur le marché, lucrative ou non, des produits issus du corps humain en dehors des finalités hospitalières et thérapeutiques.
- **Gouvernance sanitaire mondiale** : Refuser qu'un nouveau traité change la définition d'une pandémie (en enlevant le critère de mortalité) et donne à l'OMS le pouvoir d'imposer des mesures sanitaires à tous les États.
- **Consommation de drogue** : Rendre efficace la coopération pénale européenne pour stopper le trafic international. Geler les légalisations du cannabis pour tirer le bilan – désastreux – des pays qui l'ont pratiquée.
- **Euthanasie** : Rappeler le devoir des professionnels de santé de protéger la vie et prohiber toute promotion de l'euthanasie et du suicide à l'échelle européenne.

10. Refuser l'emprise des idéologies LGBT et woke

- **Financements** : Mettre fin à la promotion LGBT sur fonds européens. Ne plus conditionner les fonds structurels à des critères idéologiques comportant cette promotion.
- **Théorie du genre** : Ne pas reconnaître l'identité de genre. Interdire les actes médicaux de « réassignation sexuelle » pour les mineurs, promus par la Commission européenne dans sa Stratégie 2020-2025, et le changement de sexe à l'état civil. Stopper la mobilisation internationale (ONU, UE, OMS) pour promouvoir la cause transgenre.
- **Symboles** : Ne plus pavoiser les bâtiments des institutions européennes des drapeaux LGBT.
- **Etat de droit** : Faire cesser les détournements de cette notion pour légitimer la propagande.
- **Subsidiarité** : Laisser aux Etats membres les compétences en matière d'instruction et d'éducation, conformément à l'article 165 du TFUE.



V - Annexe - Charte du groupe ECR

La vision bénédictine : une charte pour les valeurs conservatrices.

À une époque où l'identité culturelle européenne est remise en question par les injonctions d'idéologies progressistes libérales, exprimées par le biais des récits « woke » et de la théorie du « genre », le groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR) reconnaît la nécessité de souligner les principes qui ont façonné les valeurs européennes tout au long de l'Histoire. Nous nous réunissons à Subiaco, un lieu sacré marqué par l'esprit de Saint Benoît, le Saint Patron de l'Europe, afin de formuler dans une Charte des valeurs, les principes fondamentaux qui définissent le Conservatisme, renforçant ainsi notre engagement à favoriser une communauté stable, juste et harmonieuse.

1. L'Europe est avant tout une notion historique et culturelle. Suivant les enseignements de Saint Benoît, nous soulignons l'importance de préserver notre patrimoine culturel et les valeurs traditionnelles. Nous partageons une identité commune profondément enracinée dans les traditions grecque, romaine et chrétienne.

2. Nous n'acceptons pas le faux choix entre plus d'Europe et pas d'Europe. Au lieu de cela, nous estimons que, tout en valorisant la coopération entre les Nations européennes, limiter l'ingérence est essentiel pour préserver les identités culturelles et historiques uniques de nos États membres et garantir la souveraineté nationale.

3. Nous admettons l'importance de l'humilité en reconnaissant la sagesse de ceux qui sont venus avant nous. Notre attachement à la tradition n'est pas un rejet du progrès, mais une reconnaissance des valeurs durables qui fondent une société stable et florissante.

4. Nous défendons une société qui favorise la diversité de pensée. Nous sommes fermement opposés à la création d'une Union européenne conçue comme un outil pour la réalisation d'un programme mondialiste visant à imposer une pensée unique progressiste et un relativisme éthique. Nous encourageons plutôt un dialogue ouvert et un échange d'idées respectueux, reconnaissant la fécondité de la variété des points de vue.

5. Nous soulignons la nécessité urgente d'aligner nos progrès sur des considérations éthiques. En favorisant une relation harmonieuse entre l'innovation et les principes moraux, nous visons à construire une société non seulement prospère sur le plan économique, mais qui défend également les valeurs intemporelles contribuant à la force morale et à la résilience de notre héritage commun.

6. Nous reconnaissons le rôle de la foi et de la morale dans la formation d'une société juste et bienveillante. Tout en respectant les diverses croyances, nous reconnaissons l'influence positive qu'une intégration adaptée et des principes moraux partagés peuvent avoir sur nos communautés.

7. Le conservatisme comporte viscéralement l'environnementalisme, enraciné dans l'étymologie du terme « écologie » qui souligne notre engagement indéfectible vis-à-vis de la préservation de nos écosystèmes. Contrairement à l'agenda vert dominant, nous pensons que les êtres humains font partie intégrante de cet équilibre et nous nous efforçons de développer une politique pragmatique et fondée sur la science qui reconnaît le rôle central des personnes dans cet équilibre entre durabilité environnementale et croissance économique.



8. Les Nations doivent protéger le droit à la vie en trouvant des moyens de plus en plus efficaces de prévenir les conflits et de les régler par des moyens pacifiques. Nous pensons que chaque personne est précieuse, que les personnes sont plus importantes que les choses et qu'on mesure la valeur d'une institution selon qu'elle menace ou améliore la vie et la dignité de la personne.

9. Notre continent traverse une profonde crise démographique qui menace gravement son existence. Nous préconisons des mesures qui soutiennent la natalité et encouragent les familles dans leur noble ambition de parentalité. Un environnement familial stable et sain assure les fondations pour le bien-être des individus et de la communauté dans son ensemble.

10. Nous défendons la famille traditionnelle comme fondation de la société, chérissant son rôle crucial pour prendre soin des générations futures avec amour, stabilité et repères moraux. Nous restons fermes contre les tentatives visant à déconstruire les distinctions naturelles entre homme et femme, reconnaissant que de telles idéologies sapent le tissu même des fondements de notre société. En promouvant la préservation des valeurs familiales traditionnelles, nous affirmons notre engagement à favoriser des communautés fondées sur les vertus intemporelles que sont le respect, l'amour et l'unité.

11. Nous défendons un système éducatif axé sur l'excellence et la méritocratie, où les individus sont encouragés à réaliser leur plein potentiel. Cela implique de rejeter que l'on impose des programmes idéologiques dans les institutions éducatives pour, au contraire, favoriser un environnement propice à l'esprit critique.

12. Reconnaisant la confusion engendrée par les polémiques trompeuses et les effets de mode, (tels que le « wokisme » et les théories du « genre », nous soulignons l'importance de recentrer notre vision de l'Europe sur les enjeux essentiels qui touchent réellement nos communautés. Nous nous battons pour bâtir une société fondée sur des valeurs permanentes, favorisant la stabilité, l'harmonie et le bien-être de tous ses membres.

Signé à Subiaco le 21 mars 2024

Nicola Procaccini, coprésident

Au nom du groupe ECR au Parlement européen